



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Mathilde BORNE, Marie MASSART, Manu REYNAUD, Célia SERRANO

Culture et patrimoine historique - Convention avec le musée d'Arts de Nantes pour la co-organisation de l'exposition "United States of Abstraction : artistes américains à Paris 1946-1964" en 2021 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée d'Arts de Nantes et le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent organiser ensemble une exposition intitulée « United States of Abstraction : artistes américains à Paris 1946-1964 ». Cette exposition se tiendra au printemps 2021 au musée d'Arts de Nantes, puis à l'été 2021 (3 juillet -17 octobre) au musée Fabre de Montpellier.

Afin de fixer les modalités de mise en œuvre de cette exposition, les institutions partenaires se sont rapprochées pour établir une convention, qui définit l'ensemble des responsabilités, obligations et prérogatives de chacune des parties, notamment en ce qui concerne les conditions de transport et de conservation des œuvres, la muséographie et la médiation, la promotion et la communication autour de l'exposition, ainsi que la répartition des frais afférents à son organisation.

Le commissariat scientifique, notamment la sélection d'œuvres, est mené conjointement par les deux musées. Le projet est mis en œuvre à chaque étape selon les ressources et calendriers propres à chacune. Le musée d'Arts initie les demandes de prêt avec l'appui du musée Fabre. Les deux musées s'engagent à respecter les exigences et conditions de conservation et de sécurité conformes aux normes internationales. Ils assument la responsabilité et l'obligation d'assurance séparément à chaque étape.

Les frais communs concernent principalement la fabrication des caisses, le transfert des œuvres du musée d'Arts au musée Fabre et la réalisation éditoriale (l'édition du catalogue faisant l'objet d'une convention de groupement de commandes séparée). Le musée d'Arts assume séparément le transport des œuvres des prêteurs à son étape, le musée Fabre assume séparément le retour des œuvres à la fin de son étape. Une clause d'équité est incluse dans le calcul de répartition des frais communs. Chaque musée assume par ailleurs intégralement les frais locaux liés à l'organisation de l'exposition en son sein, notamment la conception et la réalisation de la muséographie, la médiation, l'installation des œuvres, la communication, le gardiennage, les partenariats, les événements protocolaires et tout autre événement en lien avec l'exposition.

Le partenariat est mentionné dans les outils et opérations de communication de chaque organisateur. Chaque organisateur conserve l'intégralité des recettes encaissées sur son lieu d'exposition. Aucun organisateur n'est responsable des pertes financières de l'autre organisateur. A l'issue de l'exposition, les partenaires établiront les comptes finaux des frais communs et l'organisateur débiteur à l'égard de l'autre s'acquittera de la somme due.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le musée d'Arts de Nantes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145191-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention co-organisation
- Annexe A liste d'oeuvres

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.